

DEPARTEMENT DE L'HERAULT

Commune de SERIGNAN

A.F.U.A. Les Jardins de Sérignan

REMEMBREMENT

Séquences 3 – 4 – 7

Dossier d'enquête publique Pièce N° 5

Etat des constructions à démolir

Les constructions existantes sur les parcelles, de type bâtiments, sont conservées par les propriétaires qui ne sont pas déplacés dans le cadre du remembrement.

Les propriétaires des constructions procèderont après remembrement, à la régularisation des dites constructions par dépôt de permis de construire, ou à la démolition s'ils le souhaitent.

Les clôtures légères, dalles, bâtis légers, appentis, murs de clôture, puits... se trouvant, après remembrement, sur les emprises des voies secondaires à créer, à cheval sur les limites séparatives des lots attribués ou dans des zones ne permettant pas leur régularisation future par voie de permis de construire devront être démolis.

Sur la surface totale impactée par le remembrement, il est impossible, compte tenu de l'état des lieux et de l'accessibilité limitée aux propriétés privées, d'établir une liste exhaustive des ouvrages (abris de jardins, bâtis légers,..) présents sur les lieux, construits ou déposés par les divers propriétaires.

Tout ouvrage qui viendrait à être découvert sur les lieux, en phase travaux d'aménagement ou d'implantation des lots attribués, devra être évacué par le propriétaire s'il nécessite un traitement particulier ou s'il souhaite le récupérer.

Tout produit toxique ou polluant pouvant se trouver sur les lieux devra être recyclé par le propriétaire de la parcelle d'apport sur laquelle il se trouve, ce avant la clôture des opérations de remembrement.

Dans tous les cas, seule la responsabilité du propriétaire de la parcelle d'apport pourra être engagée.

En aucun cas, le Géomètre Expert en charge du remembrement, le bureau d'étude qui l'assiste, l'assistance à la maîtrise d'ouvrage ou le maître d'ouvrage ne pourront être responsables de telles situations. Etant ici précisé qu'aucun de ces intervenants n'est habilité à diagnostiquer la présence et la dangerosité de certains matériaux ; ils ne peuvent par conséquent prévenir aucun danger dont ils ne peuvent avoir conscience.

En aucun cas ces intervenants n'auront à supporter une quelconque incidence financière pouvant découler des situations évoquées ci-dessus.

Séquence 3

Bâtiments en RDC (en dur) à démolir sur les BL-149 et 199 car ne s'inscrivant plus dans un seul lot attribué (à cheval sur 3 lots attribués).

Séquence 4

Les bâtis légers (sis au Sud des parcelles d'apport BL-6 et 7) seront démolis, car empiétant sur l'emprise du fossé imposé pour respect des contraintes hydrauliques dans le cadre de l'aménagement de la ZAC.

Le bâti léger (sis au Sud de la parcelle d'apport BL-473) sera démolé, car empiétant sur l'emprise du fossé imposé pour respect des contraintes hydrauliques dans le cadre de l'aménagement de la ZAC.

Le bâti léger (sis sur la parcelle d'apport BL-21) empiétant sur une voie à créer, devra être démolé.

Le bâti léger (sis sur la parcelle d'apport BL-32) empiétant sur une voie à créer, devra être démolé.

Le bâti léger (sis au Sud sur la parcelle d'apport BL-46) devra être démolé dans le cadre de l'aménagement de la voie à créer.

Le bâti léger (sis sur la parcelle d'apport BL-329) empiétant sur la voie primaire au Nord, devra être démolé.

Le bâti léger (sis à l'angle Sud-Est de la parcelle d'apport BL-159) s'inscrivant à cheval sur deux futurs lots attribués, devrait être démolé, mais le propriétaire du lot attribué N°15 nous a informé, lors de la réunion du 24 Janvier 2017, qu'il serait, après remembrement, seul propriétaire du lot attribué N°2 (ou il est actuellement propriétaire indivis), après acquisition devant notaire. Par conséquent, il s'engage à conserver cet ouvrage.

Séquence 7

Il ne subsiste que des ruines des bâtiments qui existaient sur les parcelles BL-73 et 383, qui s'inscrivent dans l'emprise de la voie à créer ; les gravas seront évacués.

Le 02/02/2017